

N° 1204232

M. et Mme Chivot

M. Gazio
Président-rapporteur

M. Bonneville
Rapporteur public

Audience du 5 décembre 2014
Lecture du 26 décembre 2014

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Rennes

(1ère Chambre)

Vu la requête, enregistrée le 18 octobre 2012, présentée par M. et Mme Chivot, demeurant chemin du petit gué à Dol-de-Bretagne (35120) ;

M. et Mme Chivot demandent au tribunal :

- d'annuler l'arrêté du 21 août 2012 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a autorisé à titre dérogatoire la destruction d'aires de repos et l'altération de sites de reproduction d'espèces d'amphibiens lors de la création d'une voie de desserte de lotissement, à Dol-de-Bretagne ;

- de mettre à la charge de l'Etat la somme de 100 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Ils soutiennent avoir intérêt pour agir en qualité de riverains du futur lotissement, de contribuables et dès lors que la réalisation de la route nuit à la préservation de leur cadre de vie, de leur droit, conféré par l'article 1^{er} de la charte de l'environnement, de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé, et que l'article 2 de la même charte confie à toute personne de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement ; que l'arrêté est dépourvu de motivation et méconnaît l'article 2 de la loi du 11 juillet 1979 ; que le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement est méconnu faute pour le préfet d'établir avoir recherché une autre solution satisfaisante ; que les mêmes dispositions sont méconnues dès lors que l'arrêté n'est pas justifié par une raison impérative d'intérêt public majeur ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 9 février 2013, présenté par le préfet d'Ille-et-Vilaine ; le préfet conclut au rejet de la requête ;

Il soutient que la requête est irrecevable faute d'intérêt pour agir ; subsidiairement que l'arrêté est motivé en fait comme en droit ; qu'une solution alternative existait, moins

satisfaisante ; que l'erreur dans les visas est inopérante et en tout état de cause, non fondée ; que la construction d'une nouvelle route, projet porté par la commune de Dol-de-Bretagne, assorti de mesures compensatoires, revêt un intérêt public majeur ;

Vu le mémoire, enregistré le 26 mars 2013, présenté par M. et Mme Chivot, qui concluent aux mêmes fins que leur requête ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 17 avril 2013, présenté pour la commune de Dol-de-Bretagne, régulièrement représentée par son maire en exercice ;

Elle soutient avoir prolongé la validité du permis de construire d'une année par arrêté du 20 février 2013 ; que le plan local d'urbanisme en cours ne présume pas de changement de zonages permettant d'accroître la surface constructible ;

Vu enregistré le 8 octobre 2014, le mémoire présenté par le préfet d'Ille-et-Vilaine, qui conclut principalement au non lieu à statuer, subsidiairement au rejet de la requête ;

Il soutient que le permis d'aménager est devenu caduc et que la requête est devenue sans objet dès lors que l'arrêté attaqué était subordonné à ce permis ;

Vu, enregistré le 12 octobre 2014, le mémoire présenté par M. et Mme Chivot, qui déclarent ne pas avoir d'observations à présenter sur le mémoire du préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la décision attaquée ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 5 décembre 2014,

- le rapport de M. Gazio, président-rapporteur ;
- les conclusions de M. Bonneville, rapporteur public ;
- et les observations de M. et Mme Chivot ;

1. Considérant que par décision du 21 août 2011 le préfet d'Ille-et-Vilaine a, sur demande de la commune de Dol-de-Bretagne, autorisé, à titre dérogatoire, la destruction d'aires de repos et l'altération de sites de reproduction d'espèces d'amphibiens, espèces protégées, aux fins de créer une voie de desserte de lotissement ;

Sur l'exception de non-lieu :

2. Considérant qu'à supposer même que le permis de construire soit devenu caduc par application combinée des articles R. 424-17, R. 424-20 et R. 414-21 du code de l'urbanisme, cette circonstance n'est pas de nature à priver d'objet la décision attaquée, délivrée pour permettre la

construction d'une voie de desserte, qui n'est pas l'objet du permis de construire, et sur le fondement des dispositions du code de l'environnement ;

Sur la recevabilité :

3. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que les limites de la propriété des requérants sont à un peu plus de cent mètres du débouché de la voie de circulation pour laquelle la dérogation attaquée a été accordée ; que cette circonstance est suffisante pour donner intérêt pour agir contre une décision de dérogation à une protection accordée au titre du code de l'environnement ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête :

4. Considérant qu'aux termes du I de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : ... 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ; 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; ... » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du code de l'environnement dans sa version applicable à la date de la décision attaquée : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : ... 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : ... c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement » ; qu'il résulte de ces dispositions combinées que l'article L. 411-2 du code de l'environnement définit les possibilités et les conditions de dérogation au principe d'interdiction posé par l'article L. 411-1 du même code ; qu'il suit de là que la décision attaquée, prise sur le fondement de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, est au nombre des actes devant obligatoirement être motivés en application de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1979 ;

5. Considérant que pour accorder la dérogation le préfet a considéré : « qu'il n'existe pas d'autre solution alternative satisfaisante, et que la dérogation sollicitée ne nuira pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle, compte-tenu des mesures d'évitement, de réduction, de compensation des impacts, et d'accompagnement, proposées dans le dossier initial du pétitionnaire et dans sa note complémentaire de mai 2012. Considérant que cette demande démontre, de la part de la commune de Dol-de-Bretagne, une volonté de préserver les espèces d'amphibiens concernées sur le site » ; qu'une telle motivation est manifestement insuffisante et ne démontre pas que la dérogation accordée répond aux trois conditions posées par les dispositions précitées du code de l'environnement ; qu'en outre il ne ressort pas des pièces du dossier qu'il n'existerait pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation répondrait à une

raison impérative d'intérêt public majeur, s'agissant de la desserte d'un lotissement à construire ; qu'il s'en suit que les requérants sont fondés à demander l'annulation de la décision attaquée ;

Sur les conclusions tendant a l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

6. Considérant que dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions de M. et Mme Chivot, qui n'ont pas pris d'avocat ;

D E C I D E :

Article 1er : L'arrêté du 21 août 2012 du préfet d'Ille-et-Vilaine est annulé.

Article 2 : Les conclusions de M. et Mme Chivot tendant à la condamnation de l'Etat au paiement des frais exposés et non compris dans les dépens sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. et Mme Chivot, au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et à la commune de Dol-de-Bretagne.

Une copie du présent jugement sera adressée au préfet d'Ille-et-Vilaine.

Délibéré après l'audience du 5 décembre 2014, à laquelle siégeaient :

M. Gazio, président,
M. Vennégues, premier conseiller.
M. Thibault, premier conseiller,

Lu en audience publique le 26 décembre 2014.

Le président rapporteur,

signé

J-H. GAZIO

Le premier conseiller,
assesseur le plus ancien,

signé

P. VENNEGUES

Le greffier,

signé

P. MINET

La République mande et ordonne au **ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie**, en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.